

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 15458 PORTANT SUR LA
RESTRICTION DE LA CIRCULATION ET
L'INTERDICTION DE STATIONNER
AVENUE DU PROFESSEUR CADIOT
AU DROIT DES N°14 A 24
DU 10 FEVRIER 2025 AU 28 FEVRIER 2025**

Le Maire de Maisons-Alfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2213-1 à L2213-5 et L2521-2,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L325-1, R110-1 et suivants, R411-5, R411-8, R411-21-1, R411-25 à R 411-28, et R417-10,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I) dans sa version consolidée et actualisée,

Vu la demande en date du 27 janvier 2025 par laquelle la société **GINGER CEBT – 12 AVENUE GAY LUSSAC - 78990 ELANCOURT**, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal pour des travaux de sondage géotechnique, du 10 février 2025 au 28 février 2025,

Considérant la nécessité de réglementer la circulation et d'interdire le stationnement avenue du Professeur Cadiot dans le cadre de travaux de sondage géotechnique du 10 février 2025 au 28 février 2025.

A R R E T E :

Article 1 –

Du 10 février 2025 au 28 février 2025, la circulation sera restreinte et le stationnement interdit avenue du Professeur Cadiot au droit des travaux du n°14 au n°24 sur 30 mètres linéaires pour le motif suivant : travaux de sondage géotechnique.

Article 2 –

Le présent arrêté sera affiché 48h avant le début des travaux par la société **GINGER CEBT – 12 AVENUE GAY LUSSAC - 78990 ELANCOURT** aux extrémités de cette section et pendant toute la durée de ceux-ci.

Il ne pourra être affiché sur le mobilier urbain (candélabres, potelets, bancs, poubelles, plaques de rues, bornes, etc.).

Article 3 –

La signalisation réglementaire matérialisant les dispositions du présent arrêté sera mise en place par la société **GINGER CEBT – 12 AVENUE GAY LUSSAC - 78990 ELANCOURT** et sera déposée dès la fin de l'intervention.

Article 4 –

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants poursuivis conformément aux textes réglementaires en vigueur et par les autorités compétentes. Le non-respect de cette interdiction de stationnement est assimilé à un stationnement gênant au sens de l'article R 417-10 du Code de la Route. Les véhicules laissés en stationnement seront mis en fourrière dans les conditions prévues aux articles L 325-1.

Article 5 –

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de sa date de publication. Il est également possible de saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

Article 6 –

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux,
Madame la Directrice Générale des Services Techniques,
Monsieur le Commissaire de Police Nationale,
Monsieur le Commandant de Gendarmerie Nationale,
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Maisons-Alfort, le 30 janvier 2025.



**Pour le Maire de Maisons-Alfort,
Conseillère Départementale du Val-de-Marne,
Marie France PARRAIN,
Et par délégation,**

Signé électroniquement par : Olivier SOLER
Date de signature : 31/01/2025
Qualité : Direction Générale des Services

MIS EN LIGNE LE 03/02/2025